

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Quebec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Information Management/Information Technology -  
IM/IT/Gestion de l'Information -Technologie de  
l'Information-GI/TI  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
12C1, Place du Portage III  
Gatineau  
Quebec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> DRMIS PROF SVCS FOLLOW-ON SUPPORT	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8474-126279/D	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 006
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8474-126279	<b>Date</b> 2014-07-14
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XQ-008-27724	
<b>File No. - N° de dossier</b> 008xq.W8474-126279	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-08-19</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Hradecky, Micahel	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 008xq
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-1348 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**  
**Demande de Soumissions (DDS) pour**  
**Services de soutien au Système d'information de gestion des ressources de la Défense**  
**(SIGRD)**  
**Et Services de soutien intégré dans SIGMA**  
**N° de l'invitation W8487-126279/D**

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues d'un soumissionnaire éventuel. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2014-03-01), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

**Question 17 :**

En ce qui a trait aux attestations de compétences exigées pour les candidats architectes et le candidat analyste fonctionnel, la probabilité que les candidats aient quatre attestations est très faible. Nous demandons que le nombre d'attestations de compétences soit réduit à une attestation, en plus de celle requise par les exigences obligatoires pour faire en sorte que l'État ait accès à un bassin convenable de ressources parmi lesquelles choisir lors de l'attribution du contrat et l'émission des autorisations de tâche (AT).

**Réponse 17 :**

Veillez vous reporter à la réponse 18 ci-dessous.

**Question 18 :**

En ce qui a trait aux exigences C2 pour les architectes d'applications ou de solutions (AAS), Finances, Ordonnancement de projet et Gestion du matériel (FI, OP et GM) et l'analyste fonctionnel SAP – Force de défense et sécurité publique (FDSP), il est extrêmement rare d'avoir quatre attestations de compétences. Et même si un fournisseur parvient à trouver quatre candidats à présenter dans le cadre de sa soumission, trouver régulièrement des candidats qui répondent à ces exigences sera extrêmement difficile, et cette situation pourrait avoir pour conséquence d'empêcher l'État de recevoir le volume adéquat de candidats qualifiés dont il a besoin. Dans ces circonstances, nous prions l'État de réduire le nombre d'attestations de compétences dans les

exigences cotées à une attestation, pour faire en sorte que l'État ait accès aux nombreux candidats exceptionnels sur le marché qui sont plus que qualifiés pour effectuer les travaux.

### **Réponse 18 :**

Les critères d'évaluation mentionnés à C2 concernant les architectes d'applications ou de solutions (FI, GP et GM) et l'analyste fonctionnel SAP – FDSP ne sont pas des critères obligatoires, mais des critères cotés. Ainsi, des points supplémentaires sont accordés aux soumissionnaires qui fournissent des ressources possédant plusieurs attestations de compétences. Aucune modification à ces critères d'évaluation n'est nécessaire.

### **Question 19 :**

En ce qui concerne l'exigence C4 relatif aux architectes d'applications ou de solutions (FI, OP et GM), il est très rare que ce type de candidat possède une accréditation liée à la gestion de projet de quelque nature que ce soit puisque la fonction ne correspond pas à un rôle de gestion de projets. Compte tenu du fait que les accréditations liées à la gestion de projet ne correspondent pas aux fonctions de l'architecte, nous vous demandons respectueusement d'éliminer cette exigence de la DDP.

### **Réponse 19 :**

Il a été établi que le titre de spécialiste en gestion de projet (SGP) ou son équivalent représente un ensemble valide de compétences pour cette catégorie de ressource. En conséquence, il est inclus dans les critères cotés.

### **Question 22:**

#### **Pièce jointe A – Procédures d'évaluation technique**

Dans la pièce jointe A, 1.A – Méthode d'évaluation technique, il est dit que seules les quatre principales ressources sont nécessaires et que « les ressources supplémentaires ne seront évaluées qu'après l'octroi du contrat ». Pour les critères cotés FDSP C1 et FDSP C2 (page 202), les critères laissent entendre que l'État exige un curriculum vitae (CV) qui fournit les renseignements nécessaires à l'évaluation.

L'État peut-il confirmer que ce sont cinq CV qui sont exigés à l'appui de la méthode d'évaluation technique?

### **Réponse 22 :**

Veuillez vous reporter à la réponse 7 dans la modification 002 à la DDP.

**Question 23 :****Appendice A à la pièce jointe 2**

À la page 188, l'État dit : « Les soumissionnaires doivent remplir les annexes A et B afin de confirmer l'expérience de l'entreprise. » L'appendice A à la pièce jointe A (page 205) contient les détails sur les ressources pour le projet de référence. Ce tableau, Détails sur les ressources, semble être exigé par l'État pour appuyer le critère E.O5 (page 190) et le critère E.C5 (page 193). Par exemple, si une des références de l'entreprise n'est pas utilisée pour les critères E.O5 ou E.C5, le nombre de jours facturables ne semble pas être coté ou évalué pour les autres critères d'évaluation obligatoires ou cotés.

Pouvez-vous confirmer que le tableau des ressources de l'appendice A à la pièce jointe A est exigé pour chaque référence de l'entreprise fournie à l'appui de la présente DDP, ou confirmer s'il est exigé seulement pour les références de l'entreprise qui sont utilisées pour appuyer l'évaluation des critères E.O5 (page 190) et E.C5 (page 193) susmentionnés?

**Réponse 23 :**

Oui. Le soumissionnaire doit remplir un appendice A à la pièce jointe A pour chaque référence de l'entreprise, jusqu'à un maximum de 10.

**Question 24 :****Appendice B à la pièce jointe A**

À la page 188, l'État mentionne que les ressources qui seront évaluées sont les « *principales ressources [...] proposées par le soumissionnaire.* » Il est indiqué qu'elles comprennent l'administrateur de projet et les architectes d'applications ou de solutions – FI, GP et GM (tous de niveau 3).

Cependant, à l'appui des références de l'entreprise à l'appendice B à la pièce jointe A (page 207), le tableau d'évaluation de l'État demande un renvoi à la page du CV de la ressource proposée. Comme il y aura de nombreuses ressources pouvant satisfaire à ce critère d'évaluation, nous prévoyons qu'il faudra un nombre important de CV pour répondre à cette exigence.

Est-ce l'intention de l'État de recevoir et d'évaluer un grand nombre de CV (c.-à-d. 50 et plus) à l'appui des exigences de l'appendice B à la pièce jointe A?

**Réponse 24 :**

Non. Chaque soumissionnaire doit fournir un CV pour chacune des quatre ressources principales évaluées (c.-à-d. administrateur de projet et architectes d'applications ou de solutions – FI, GP et GM de niveau 3). De plus, le soumissionnaire peut choisir de fournir un CV pour l'analyste fonctionnel SAP – FDSP. Si les soumissionnaires fournissent un CV pour cette catégorie de ressources dans leur proposition, la ressource proposée sera évaluée en fonction des critères cotés de la page 202 seulement.

### **Question 25 :**

#### **Autre approche pour l'appendice B à la pièce jointe A**

À titre d'exemple d'une autre méthode d'évaluation des jours facturables sans fournir une grande quantité de CV à l'appui, les renseignements suivants ont été tirés d'une DDP antérieure (numéro d'avis d'appel d'offres : EP549-120248, pages 60-61). Comme nous ne croyons pas que l'État a l'intention d'examiner plus de 50 CV pour l'évaluation du critère E.O5 (page 190) et du critère E.C5 (page 193), la proposition qui suit constitue un cadre d'évaluation utilisé précédemment par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC.)

L'État accepterait-il d'ajuster la méthode d'évaluation pour le critère E.O5 (page 190) et le critère E.C5 (page 193) en fonction de l'exemple suivant?

ID	Corporate Mandatory Criteria	Cross Reference
M1	The Bidder must have demonstrated contract experience in delivering informatics services supplying ALL of the categories (in the identified minimum billable days below). To be accepted,  1) The contract experience must have been for a SAP Business Intelligence System that meets the following definition. 2) Billable days must have occurred within the last seven years. 3) The work delivered by the resource category includes at least 50% of the associated tasks listed in the Statement of Work at Annex A of this RFP for that resource category.  Definition: A Business Intelligence System extracts and analyzes business data, to provide historical, current and predictive views of business operations.  The Bidder must provide the completed Appendices A and B of Attachment 3.2	
	CATEGORY OF PERSONNEL	Minimum Billable Days
	ERP Functional Analyst	1,125
	ERP Technical Analyst	300
	Database Modeler/IM MODELLER	300
	IM Architect	300
	Technology Architect	100



---

**Question A :** L'État peut-il expliquer les motifs d'une aussi forte pondération (71 % du score technique) du pointage de cinq ressources?

**Question B :** L'État envisagera-t-il de modifier la pondération relative aux critères d'évaluation de manière à inverser l'importance des pointages (c.-à-d. 71 % pour l'évaluation de l'entreprise, et 29 % pour l'évaluation des ressources)?

**Réponse 26 :**

Compte tenu de la taille et de la complexité des travaux, l'État a établi d'importants critères obligatoires pour les entreprises afin de satisfaire à ses exigences. Les critères cotés ont été établis pour obtenir un niveau d'expertise supplémentaire en ce qui a trait aux quatre ressources principales. Aucune modification ne sera apportée à la pondération des critères d'évaluation.

**Question 27 :**

Veuillez confirmer qu'en ce qui a trait à E.O5 – 2), tous les jours facturables doivent être pour les ressources ayant une expérience minimale de 36 mois – veuillez confirmer que l'expérience individuelle des ressources doit être de 36 mois, et non de 36 mois dans le projet de référence.

**Réponse 27 :**

Pour se qualifier relativement à cette exigence, les ressources proposées utilisées pour répondre au critère de jours facturables doivent avoir une expérience minimale d'au moins 36 mois dans le domaine (c.-à-d. doivent avoir été facturé au moins au niveau 2, comme décrit à l'annexe A-1, Énoncé des travaux, ministère de la Défense nationale, article 3.1, Niveau d'expertise des ressources de l'entrepreneur.

**Question 28 :**

Le tableau 1 de l'article 3.2 de l'annexe A-1, Énoncé des travaux, ministère de la Défense nationale, Services de soutien au Système d'information de gestion des ressources de la défense (SIGRD) présente 53 catégories de ressources.

Le tableau 1 et le tableau 2 de l'article 3 de l'annexe B-1, Base de paiement, ministère de la Défense nationale, SIGRD présentent 71 catégories de ressources.

L'État peut-il confirmer qu'un tarif journalier ferme est requis pour les 53 catégories de ressources et mettre à jour le tableau 1 et le tableau 2 de l'article 3 de l'annexe B-1 en conséquence?

**Réponse 28 :**

Le tableau 1 de l'article 3.2 de l'annexe A-1, Énoncé des travaux, ministère de la Défense nationale, Services de soutien au SIGRD présente 53 catégories de ressources pour le Soutien en service stable seulement, comme décrit à l'article 2.1.1 de l'annexe A-1, Énoncé des travaux.

De plus, d'autres ressources peuvent être nécessaires pour appuyer l'élargissement de la portée du SIGRD comme il est décrit à l'article 2.1.2 de l'annexe A-1, Énoncé des travaux.

L'État exige un tarif journalier ferme pour toutes les 71 catégories de ressources indiquées au tableau 1 et au tableau 2 de l'article 3 de l'annexe B-1 en conséquence.

**Question 29 :**

En raison du nombre limité de ressources avec une attestation de compétences pour le FDSP et avec de multiples attestations, veuillez confirmer que l'État autorise les ressources à soumissionner avec plus d'une entreprise.

**Réponse 29 :**

Oui, l'État autorise les ressources à soumissionner avec plus d'une entreprise.

**Question 30 :**

En ce qui concerne l'article C, Critères techniques des ressources cotés par points, C4 pour l'architecte d'applications ou de solutions – FI – niveau 3, l'architecte d'applications ou de solutions – GP – niveau 3 et l'architecte d'applications ou de solutions – GM – niveau 3 : l'État envisagera-t-il le plus rapidement possible d'inclure la formation ou l'attestation en matière de méthodologie comme un équivalent à l'attestation de compétences de SGP?

**Réponse 30 :**

Seuls les équivalents à l'attestation de compétences de SGP indiqués aux divers critères C4 seront acceptés.

**Question 31 :**

En ce qui concerne l'article C, Critères techniques des ressources cotés par points, Administrateur de projet – niveau 3, critère GP C1, il est stipulé que : « La ressource proposée devrait avoir un minimum de 12 mois d'expérience démontrée acquise au cours des 84 derniers mois de la gestion des ressources de son organisation, dans le cadre d'un contrat de SES ou de mise en place. » Les équipes de projet SAP regroupent habituellement des ressources de plusieurs sources différentes. L'État pourrait-il envisager de modifier la formulation de cette exigence comme suit : La



ressource proposée devrait avoir un minimum de 12 mois d'expérience démontrée acquise au cours des 84 derniers mois de la gestion des ressources dans le cadre d'un contrat de SES ou de mise en place?

**Réponse 31 :**

Veillez vous reporter à la DDP, modification 2) ci-dessous.

**Question 32 :**

**Preuve de jours facturables**

Référence : Énoncé des travaux (EDT), page 190, **PIÈCE JOINTE A – PROCÉDURES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE, 2. CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE**, lequel indique, en partie :

E.O5 : « Le soumissionnaire doit avoir une expérience démontrée des services de soutien informatique relativement à un système SAP dans le cadre d'un contrat d'entreprise où il fournissait **au moins 16 des 22 catégories de ressources** mentionnées dans le nombre minimal déterminé de jours facturables applicables à chacune, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Pour être acceptés : »

4) « le travail exécuté par chacune des 16 catégories de ressources comportait au moins 50 % des tâches connexes indiquées dans l'annexe A-1 de l'énoncé des travaux pour cette catégorie de ressource. »

« Le soumissionnaire doit remplir les appendices A et B à la pièce jointe A et fournir les références des contrats. »

et

E.C5 « Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience relative au nombre de jours facturables dépassant le nombre minimal de jours facturables déterminé à E.O5. »

Le nombre de jours facturables pour répondre à cette exigence obligatoire va de 8 391 à 18 784, selon les 16 catégories utilisées parmi les 22. De plus, pour obtenir 100 % des points sur E.C5, le nombre de jours facturables double et va de 16 782 à 37 568. Nous estimons que pour parvenir au nombre de jours facturables requis, il faudrait utiliser les jours facturables de 100 à 400 ressources.

Selon E.O5 :

« Le soumissionnaire doit remplir les appendices A et B à la pièce jointe A et fournir les références des contrats. »

L'appendice B à la pièce jointe A (modèle de référence de l'entreprise) doit être rempli pour chacune des ressources contribuant aux jours facturables à l'appui de cette exigence.

L'appendice B (modèle de référence de la ressource) exige un renvoi de l'EDT vers le CV de la ressource et une mise en correspondance des tâches du CV exécutées et des tâches dans l'EDT pour illustrer le fait qu'au moins 50 % des tâches ont été exécutées. Nous avons plusieurs questions concernant cette exigence :

- a) Le travail exige la recherche des ressources (trouver les ressources, communiquer avec elles, obtenir leur autorisation expresse, valider, etc.) et du nom de leurs personnes-ressources, puis la mise à jour et la validation de leur??? CV, le remplissage d'une copie de l'appendice A et de l'appendice B pour??? 100 à 400 ressources; il s'agit d'une tâche énorme qu'il est impossible d'accomplir dans le temps imparti et qui nous met dans l'impossibilité de présenter une proposition.
- b) L'exigence de produire des preuves à l'appui des jours facturables soumis n'est pas un besoin concurrentiel, mais une présentation de preuves ou une exigence de vérification. Le fait de nous empêcher de présenter une proposition au moyen d'une exigence coûteuse visant à satisfaire un besoin non concurrentiel est, franchement, révélateur d'une pratique injuste qui pourrait favoriser le titulaire ou d'autres soumissionnaires particuliers.
- c) Le coût du travail décrit ci-dessus pour préparer la proposition sera très important (embauche de personnel temporaire, locaux, etc.). Il faut environ deux à quatre jours-personnes par CV et copies des appendices A et B, ce qui représente un effort total de 200 à 1 600 jours-personnes. Le coût de ce travail se répercute en fin de compte sur le prix de la soumission en réponse à cette DDP et à d'autres invitations du gouvernement du Canada préparées par notre bureau de la région de la capitale nationale (RCN), au détriment des intérêts du Canada.
- d) La tâche d'évaluer de 100 à 400 CV et copies de l'appendice B pour démontrer les données de l'appendice A sera onéreuse et coûteuse pour l'équipe d'évaluation du Canada.
- e) Le temps nécessaire pour évaluer de 100 à 400 CV et copies de l'appendice B par l'équipe d'évaluation du Canada prolongera probablement l'échéancier de transition bien au-delà du délai prévu, ce qui pourrait entraîner l'attribution non concurrentielle d'une prolongation du contrat.
- f) Le temps disponible pour préparer la proposition est limité par la date de clôture des soumissions du 22 juillet, ce qui nous place encore une fois dans l'impossibilité de présenter une proposition.
- g) Quand seulement un ou deux projets dans la carrière d'une ressource sont utilisés en référence pour les jours facturables, il est redondant de demander un CV complet et une copie de l'appendice B pour chaque projet. Il suffirait d'extraire les projets applicables à la proposition.
- h) L'impression de quatre copies papier de 100 à 400 CV complets et des appendices B correspondants, alors que chaque CV peut ne contenir qu'un seul projet pertinent pour la proposition, est un gaspillage flagrant de papier. Les projets non pertinents de la ressource

ne seront même pas évalués. Cette exigence est de toute évidence contraire à la Politique d'achats écologiques.

- i) Les renseignements personnels recueillis en vue de l'exécution du travail relatif aux contrats de référence l'ont été aux fins de l'administration de ce contrat et ne doivent pas être utilisés par la suite pour d'autres fins sans l'autorisation expresse de la personne touchée. Puisque les ressources du projet de référence ne font pas partie de la proposition pour le présent projet, nous croyons que la divulgation de ces renseignements personnels dans notre proposition constituerait une atteinte à la vie privée.
- j) Compte tenu des possibles atteintes à la vie privée et des risques de poursuites, du peu de temps disponible et du coût engendré par cette exigence, nous serions obligés de ne pas présenter de proposition, ce qui réduirait la concurrence et favoriserait clairement le ou les titulaires, puisque ceux-ci disposent déjà des renseignements personnels des ressources et peuvent facilement obtenir les consentements nécessaires pour les utiliser.

En ce qui concerne l'exigence de preuve ou de vérification des jours facturables allégués, nous soumettons les suggestions suivantes, de la moins désirable à la plus désirable :

#### Q32.1 Soumettre seulement les projets pertinents :

Le Canada accepterait-il que seuls les projets pertinents dans les CV soient présentés, avec les appendices A et B, à l'appui des jours facturables? Les effets de cette mesure seraient :

- moins de papier imprimé – Politique d'achats écologiques;
- moins de documents à évaluer – économie de temps et d'argent pour le Canada;
- moins de documents à chercher et à préparer – économies pour le soumissionnaire, qui se traduiraient par une baisse de prix.

#### Q32.2 Échantillonnage des preuves à l'appui :

Le Canada accepterait-il de recevoir l'appendice A, mais non l'appendice B, au moment de la présentation de la proposition? Pendant la période d'évaluation, il aurait la possibilité de sélectionner au hasard une ou deux catégories, qui seraient alors indiquées à tous les soumissionnaires et pour lesquelles les soumissionnaires devraient soumettre les documents de validation nécessaires, disons, dans les 15 jours ouvrables. Cette mesure permettrait de satisfaire aux exigences de validation, mais rendrait la tâche beaucoup moins coûteuse et nécessiterait l'impression de beaucoup moins de papier.

#### Q32.3 Utiliser les factures comme preuves :

Dans d'autres DDP du gouvernement du Canada, pour éviter un grand nombre des questions relatives à l'atteinte à la vie privée, TPSGC a demandé des copies de factures (avec caviardage des

noms <pour des raisons de protection des renseignements personnels> et des sommes d'argent <pour des raisons de confidentialité commerciale normale>), montrant les jours facturables par catégorie. A) Le Canada pourrait-il modifier le critère d'évaluation pour la méthode d'évaluation des factures décrite? B) Compte tenu de la Politique d'achats écologiques, le Canada accepterait-il une présentation électronique des factures (.pdf) plutôt que des copies papier, puisque ces factures ne seront utilisées que pour la validation des données de l'appendice A?

#### Q32.4 Utiliser des contrats comme preuves :

Le Canada accepterait-il des contrats attribués (jusqu'à 10) qui décrivent les rôles et les tâches connexes mis en correspondance avec les tâches et les rôles de l'EDT, avec des facturations regroupées d'au moins 15 millions de dollars par année et 150 millions de dollars pour la durée du contrat, et dont les dates de début et de fin sont à l'intérieur des 84 derniers mois ou qui sont en cours?

#### Q32.5 Utiliser les personnes-ressources des clients pour valider les preuves :

Le Canada accepterait-il, comme critère de remplacement, que si la personne-ressource d'un client pour un projet de référence a confirmé le nombre de jours facturables, par catégorie, que la confirmation de cette personne-ressource du client constitue une preuve suffisante? Le rôle de la personne-ressource du client est de valider nos réponses, il serait donc approprié d'utiliser cette capacité.

#### **Réponse 32 :**

Le renvoi à l'Appendice B de la Pièce jointe A dans le C.O5 est en fait une erreur et a été retiré. Voir le changement 2) dans la modification 005 à la DDP. Pour clarifier davantage :

Pour se conformer à l'exigence obligatoire E.O5, les soumissionnaires doivent remplir une copie de l'appendice A à la pièce jointe A, Tableau des réponses pour les projets de référence de la DDP, pour chacune des références de l'entreprise, jusqu'à un maximum de 10. Les jours facturables du soumissionnaire pour chacune des 16 catégories de ressources seront présentés en détail pour chaque référence dans le tableau « Détails sur les ressources » à la page 205. Plusieurs ressources de la même catégorie peuvent être utilisées pour satisfaire le nombre minimum de jours facturables.

Les mêmes jours facturables fournis comme référence de l'entreprise seront utilisés pour évaluer le critère E.C5.

Les preuves à l'appui des jours facturables seront les références des clients en fonction des renseignements fournis dans chaque copie de l'appendice A à la pièce jointe A, Tableau des réponses pour les projets de référence de la DDP.

L'appendice B à la pièce jointe A est nécessaire seulement pour l'évaluation des quatre ressources principales qui sont évaluées dans le cadre de la DDP (c.-à-d. administrateur de projet et

architectes d'applications ou de solutions – FI, GP et GM de niveau 3). Si le soumissionnaire choisit de fournir un CV pour l'analyste fonctionnel SAP–FDSP facultatif, l'appendice B à la pièce jointe A pour cette catégorie de ressource devrait aussi être inclus dans sa proposition.

**Question 33 :**

**Demande de report**

Référence : **Modification 001, Réponse 2**, laquelle indique : « Nous n'envisageons pas de report de la date de clôture de la DDP pour le moment. »

Compte tenu de l'ampleur du travail requis pour préparer une réponse qui aurait des chances de gagner pour ces exigences telles qu'elles sont actuellement, nous demandons encore une fois un report d'au moins cinq semaines de la date de clôture, au 26 août 2014.

**Réponse 33 :**

La date de clôture de la DDP a été reportée au 19 août 2014. Voir le changement 1) dans la modification 005 à la DDP.

**Question 34 :**

La formulation utilisée à l'article 6, page 22 de 213 de la partie 4, Procédures d'évaluation et méthode de sélection, n'est pas très claire. L'État peut-il confirmer que, conformément au point (B) (iii), si le soumissionnaire présente une proposition à titre de coentreprise officielle, les expériences des membres de cette coentreprise peuvent être regroupées pour satisfaire à l'une ou l'autre des exigences obligatoires ou cotées, étant donné que la formulation du point (A) (ii) semble contredire cette interprétation? De plus, la formulation utilisée concernant les coentreprises comporte la mention « sauf indication contraire ». L'État peut-il indiquer lesquelles des exigences d'entreprise obligatoires ou cotées, s'il y en a, ne pourraient pas être satisfaites par un regroupement des membres de l'équipe de l'entreprise ou par un regroupement des membres de la coentreprise, car cette information n'est pas clairement indiquée dans la DDP?

**Réponse 34 :**

Dans le cadre d'une coentreprise officielle, l'expérience de tous les membres de la coentreprise peut être utilisée par le soumissionnaire pour répondre à n'importe laquelle des exigences d'entreprise obligatoires ou cotées, à la condition que l'expérience puisse être utilisée par le soumissionnaire pendant toute la durée du contrat. La DDP ne précise aucun critère auquel cela ne s'applique pas.

**Question 35 :**

## Équivalence de l'OTAN et autre pour la cote SECRET canadienne

Dans la DDP, on exige que les ressources aient une cote de sécurité SECRET, en plus de la restriction « Réservé aux Canadiens » pour une petite portion des demandes de ressources prévues. Le Canada accepterait-il la classification OTAN Secret ou celle d'un autre pays avec qui le Canada a des accords réciproques, conformément à l'article 1103 du Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/msi-ism/ch11-fra.html>), comme un équivalent à la cote SECRET canadienne? Si le Canada accepte la question précédente, pourrait-il fournir une liste des pays, des noms et des niveaux des cotes de sécurité?

### Réponse 35 :

Non. Veuillez noter que seules les catégories de ressources indiquées au tableau 1 de l'annexe A-1, Énoncé des travaux peuvent requérir la restriction « Réservé aux Canadiens ». Une preuve de citoyenneté et une attestation de sécurité seront exigées au moment de l'émission d'autorisations de tâches.

### Question 36 :

L'État a demandé les services de soutien d'un seul fournisseur de services pour le SIGRD et SIGMA. La période initiale du contrat est de trois ans, avec cinq années additionnelles en option. Le SIGRD et SIGMA sont tous deux d'importants systèmes pour leurs ministères respectifs et présentent donc un risque important qui doit être géré avec soin du point de vue de l'approvisionnement et de l'attribution de contrat. En sélectionnant un seul fournisseur, emprisonné dans un arrangement unique et de longue durée, l'État expose les deux ministères à un risque accru et rate une occasion de donner à chaque ministère de meilleurs outils pour veiller à ce que chaque projet respecte les exigences et les contraintes en matière de portée, de calendrier et de budget.

Nous croyons que la stratégie d'approvisionnement adoptée dans l'invitation à soumissionner « Systems and Web Support » (Soutien Web et des systèmes) de TPSGC (invitation no EP887-141960/A) présente une bien meilleure gamme d'options pour les ministères parrains. L'invitation à soumissionner « Systems and Web Support » (Soutien Web et des systèmes) prévoyait la sélection d'un maximum de trois fournisseurs qualifiés pour fournir des services dans le cadre d'un contrat pluriannuel, et distribuer le travail au moyen d'autorisations de tâches réparties entre un maximum de trois fournisseurs. Cette méthode offrait les avantages suivants pour le ministère client :

- **Différenciation des services :** possibilité d'utiliser les autorisations de tâches pour différencier les offres de service des fournisseurs, c.-à-d. des services d'augmentation du personnel banalisé par rapport au conseil en matière d'intégration des services stratégiques hautement spécialisés.

- **Gestion du risque, ressourcement** : l'invitation à soumissionner « Systems and Web Support » (Soutien Web et des systèmes) comprenait un mécanisme de disqualification des fournisseurs, à la discrétion du ministère contractant, si les fournisseurs exerçaient trois refus de fournir des ressources « sur demande ». Diriger les AT vers un autre fournisseur qualifié est une solution beaucoup plus souple que de lancer l'exercice coûteux d'une nouvelle invitation à soumissionner, comme c'était le cas lorsque les fournisseurs précédents ne pouvaient pas soutenir le projet du SIGRD.
- **Gestion du risque – calendrier du projet** : La possibilité de diriger les AT vers plus d'un fournisseur donne au ministère contractant un accès à un plus grand nombre de ressources au total et prévient le goulot d'étranglement que peuvent devenir les mesures de dotation d'un fournisseur unique pour l'une ou l'autre des catégories de ressources.

Compte tenu de l'important risque financier et le risque lié au projet qui entourent le présent approvisionnement, les dépenses et les risques opérationnels d'un réapprovisionnement et de la facilité relative de nuire aux ministères contractants avec les options en matière de différenciation des services et de gestion du risque, nous demandons à l'État de modifier la demande de soumission pour les services de soutien au SIGRD et à SIGMA pour sélectionner jusqu'à trois soumissionnaires qualifiés, avec des travaux répartis au moyen d'autorisations de tâches et des modalités similaires aux mécanismes prévus dans l'invitation à soumissionner no EP887-141960/A.

### **Réponse 36 :**

Veillez vous reporter à la réponse 41 ci-dessous.

### **Question 37 :**

#### **Objet : FDSP C2**

Le critère coté pour l'analyste fonctionnel – FDSP est une attestation de compétences SAP en GP, GM, et ressources humaines (RH).

1. Nous tenons pour acquis que le MDN a inclus ce critère pour démontrer que l'analyste fonctionnel – FDSP possède une bonne compréhension des principaux éléments d'intégration de la solution SAP–FDSP. Veuillez confirmer le motif de ce critère.
2. Nous proposons que le MDN envisage d'accorder des points à des critères équivalents, qui constitueraient des substituts à une ou plusieurs de ces attestations :
  - Expérience démontrée dans des projets d'intégration du module FDSP à un ou plusieurs des modules pertinents (SAP GP, GM, RH).

- 
- Expérience démontrée dans des projets de mise en œuvre du module FDSP pour plus d'un client de la Défense.

**Réponse 37 :**

Oui, les trois attestations de compétences SAP requises permettent de démontrer que l'analyste fonctionnel SAP – FDSP possède une bonne compréhension des principaux éléments d'intégration du module FDSP. Aucune modification ne sera apportée à ce critère.

**Question 38 :**

Objet : Article 2.4, Lieux de travail et horaires

Question : Les entreprises ayant un grand bassin de personnes qualifiées pourraient recourir à des ressources SAP existantes qui offrent un soutien en service aux clients SAP dans plusieurs autres villes pour soutenir une solution nationale comme le SIGRD. Le MDN envisagerait-il d'utiliser d'autres établissements du MDN, situés à l'extérieur de la RCN, à Toronto, à Montréal ou à Vancouver, comme des établissements potentiels d'où il pourrait être économique de soutenir le SIGRD?

**Réponse 38 :**

Non. Tout le travail doit être effectué à l'intérieur de la RCN.

**Question 39 :**

10(f) – Vérification discrétionnaire des comptes

La disposition de l'État relative à la vérification discrétionnaire des comptes a pour but de déterminer si le profit réel réalisé est « raisonnable et justifié ». Pour déterminer qu'un profit est raisonnable, nous devrions fournir à l'État un accès à des renseignements internes financiers et sur les coûts qui sont des renseignements commerciaux confidentiels. Les données repères de l'industrie devraient déjà être disponibles, et l'État peut aussi profiter des antécédents pour déterminer l'acceptabilité du budget et de la structure tarifaire pour le service en soutien du SIGRD. Nous demandons donc que cette disposition soit retirée.

**Réponse 39 :**



Le Canada n'est pas disposé à retirer cette disposition. Soyez assuré que tout renseignement exclusif ou confidentiel sur le plan commercial exigé par le Canada sera traité avec discrétion et ne sera accessible qu'à ceux qui ont besoin de ces renseignements dans le cadre de leurs fonctions officielles.

De plus, veuillez prendre note que cette disposition ne s'applique qu'aux nouvelles catégories de main-d'œuvre.

Veuillez vous reporter à la modification 1) à la DDP ci-dessous.

**Question 40 :**

**13 – Protection des prix.**

En ce qui concerne les dispositions relatives au « meilleur client », un processus de qualification concurrentiel comme la présente DDP oblige les soumissionnaires à évaluer leurs prix à des fins d'avantage concurrentiel et va à l'encontre de la nécessité d'inclure une clause de critères financiers obligatoires (CFO). Dans ce cas, au fur et à mesure que les soumissionnaires rédigent leur réponse, les forces du marché orienteront l'établissement des prix. L'État a la possibilité d'évaluer ces réponses et de qualifier les soumissionnaires en conséquence. Pour ces motifs, les activités d'approvisionnement de l'État ont renoncé à inclure les exigences relatives aux CFO. Étant donné (i) que l'inclusion d'une clause de CFO convient davantage aux demandes de soumissions sans mise en concurrence dans lesquelles la pression des marchés sur la tarification n'est pas nécessairement présente, l'État acceptera-t-il d'éliminer cette clause et de conserver pour la présente demande de propositions un approvisionnement dans lequel la tarification concurrentielle est orientée par le marché?

**Réponse 40 :**

Veuillez noter que cette clause s'applique aux nouvelles catégories de main-d'œuvre non encore prises en compte dans le contrat, mais qui pourraient devenir nécessaires. Ainsi, au moment de l'émission d'une autorisation de tâche comprenant ces nouvelles catégories, un ou plusieurs tarifs devraient être négociés pour ces catégories et ne seraient donc pas fixés par un processus concurrentiel. Comme cette clause donne au Canada une certaine assurance qu'il obtient le travail en question à une juste valeur marchande, elle demeurera dans le libellé du contrat.

**Question 41 :**

Pour fournir à TPSGC les 16 ressources requises pour le soutien en service stable des activités de SIGMA, le soumissionnaire doit aussi pouvoir fournir au moins 180 ressources ayant la cote SECRET, dans un environnement de marchandises contrôlées, pour le soutien et le développement potentiel des fonctions existantes du SIGRD du MDN. Cette exigence, ainsi que la quantité d'expérience requise pour satisfaire aux exigences obligatoires et cotées par points, a pour effet de réduire la concurrence de façon à ne comprendre que les plus grandes entreprises. Si l'expérience d'un intégrateur de grande taille est nécessaire pour le SIGRD, nous croyons qu'une entreprise de taille moyenne pourrait satisfaire aux besoins relatifs à SIGMA.

Selon le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME), le gouvernement du Canada s'engage à fournir aux petites et moyennes entreprises (PME) l'accès nécessaire pour qu'elles puissent soumissionner pour les marchés publics en réduisant les obstacles qui les empêchent de participer aux achats fédéraux. En accord avec l'engagement du BPME et pour faire en sorte que chaque ministère bénéficie de ressources qualifiées lorsqu'il en a besoin, nous demandons à l'État de diviser ce besoin en deux DDP distinctes, et ainsi attribuer un contrat pour les services de soutien de SIGMA à TPSGC et un contrat pour le soutien du SIGRD au MDN.

#### **Réponse 41 :**

Étant donné que les besoins du MDN et de SIGMA nécessitent les services professionnels de ressources semblables, deux contrats avec deux entrepreneurs créeraient un scénario dans lequel le MDN et SIGMA seraient en concurrence pour les mêmes ressources, en particulier pour les compétences SAP, offertes par deux entrepreneurs. Un tel scénario aurait très probablement pour résultat qu'en certaines occasions, les ressources ne seraient pas disponibles pour le MDN, pour SIGMA ou pour l'un et l'autre, ce qui pourrait gravement compromettre la capacité du MDN d'obtenir des ressources pour le soutien opérationnel critique et urgent dont il a besoin dans le cadre de son contrat.

D'après l'analyse effectuée par le Canada, il a été déterminé que le Canada pouvait, avec une plus grande certitude, gérer le risque de ne pas avoir les ressources nécessaires au moment où le travail doit être effectué dans le cadre du contrat tant du MDN que de SIGMA avec un seul entrepreneur plutôt qu'avec deux.

## **MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DEMANDE DE PROPOSITIONS**

Les modifications suivantes sont apportées à la demande de propositions :

- 1) Référence Article 10 (f) de Partie 7 du DDP  
**SUPPRIMER**

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-126279/D

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-126279

Amd. No. - N° de la modif.

006

File No. - N° du dossier

008xqW8474-126279

Buyer ID - Id de l'acheteur

008xq

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services non commerciaux**

### **AJOUTER**

### **Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services non commerciaux (nouvelles catégories de main-d'œuvre)**

2) Référence Pièce Jointe A, section C. Critères techniques des ressources cotées par points, Administrateur de projet - niveau 3

### **SUPPRIMER**

Le soumissionnaire devrait avoir une expérience démontrée acquise au cours des 84 derniers mois de la prestation de services de soutien pour système SAP à une organisation gouvernementale fédérale ou étrangère, une société d'États ou un organisme du gouvernement du Canada.

### **AJOUTER**

Le soumissionnaire devrait avoir une expérience démontrée acquise au cours des 96 derniers mois de la prestation de services de soutien pour système SAP à une organisation gouvernementale fédérale ou étrangère, une société d'États ou un organisme du gouvernement du Canada.

## **TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES**